



**Comité européen
des régions**

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CDR, KARL-HEINZ LAMBERTZ

HIGH LEVEL CONFERENCE DEDICATED TO EU COHESION POLICY: POST-2020 PERSPECTIVES FOR

CONVERGENCE AND SUSTAINABLE REGIONS

08 JUIN 2018, PALAIS DE LA CULTURE, SOFIA

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Vice-Premier ministre,
Madame la Commissaire,
Messieurs les ministres,
Chers Membres du Parlement européen,
Chers collègues,

Je souhaiterais, en premier lieu, remercier la Présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne d'avoir organisé cette conférence de haut niveau sur l'avenir de la politique de cohésion.

L'enjeu est en effet suffisamment important pour que les ministres s'en emparent et prennent le temps d'évaluer les conséquences des décisions qu'ils vont prendre sur le terrain, dans nos régions et nos villes.

En second lieu, je souhaite insister sur une évidence qui est trop souvent passée sous silence dans le débat actuel : la valeur ajoutée européenne de la politique de cohésion n'est pas contestable pour au moins deux raisons.

Tout d'abord, cette valeur ajoutée européenne repose sur la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne à savoir : la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale.

La convergence entre les Etats membres et leurs territoires, la cohésion sociale et l'équilibre territorial entre les villes et les campagnes sont des biens publics de première importance.

La deuxième raison est que la politique de cohésion permet aux régions et aux villes de faire face aux grands défis de l'avenir, y compris pour les "nouveaux défis".

En matière d'accueil des migrants par exemple, elle permet aux régions et aux villes de réagir à l'afflux de réfugiés et de migrants ; elle leur donne des outils pour les intégrer dans la société.

En matière de lutte contre le changement climatique, la politique de cohésion détient le plus gros budget de l'Union européenne pour faire face au changement climatique.



**Comité européen
des régions**

Dernière illustration de cette capacité à faire face aux nouveaux défis : la politique de cohésion contribue à aider les villes et régions à s'adapter face à la menace terroriste et aux problématiques de sécurité.

Cette capacité d'action et cette flexibilité pour faire face aux nouveaux défis sont, en outre, renforcées par les propositions de règlement présentées par la Commission européenne le 29 mai dernier.

En ce qui concerne plus largement les défis de l'avenir, la concentration thématique sur la recherche et l'innovation, par exemple, sera considérablement renforcée dans la prochaine programmation. Cela devrait permettre aux régions et aux villes de s'adapter aux défis de la mondialisation.

Comme vous le voyez, les exemples sont nombreux et ne laissent pas beaucoup de doutes quant à l'utilité de la politique de cohésion.

Ceux qui disent que la politique de cohésion est une vieille politique ou une politique du passé se trompent.

La politique de cohésion prépare notre avenir dès aujourd'hui et elle le fera d'autant mieux demain si elle reste basée sur le principe de partenariat, la gouvernance à multi-niveaux et les approches territorialisées ("place-based approach").

Ces concepts ne sont pas de vains mots.

La doctrine mais aussi l'expérience – en premier lieu celle des élus locaux ou régionaux – ont démontré que cette méthodologie partenariale était la seule voie pour résoudre les problèmes là où vivent les gens, notamment dans ces territoires les plus affectés par la mondialisation, précisément ceux qui sont tentés par le repli sur soi.

Du point de vue du terrain, il est incompréhensible et décevant que la Commission européenne ait proposé des coupes si franches dans le budget de la politique de cohésion.

Ces coupes sont, en plus, largement aggravées par l'amputation d'un quart du budget du pilier "développement rural" de la politique agricole commune (PAC) !

Ce pilier est, en outre, sorti du règlement général de la politique de cohésion. Avec les tentatives de renationalisation du Fonds social européen, c'est toute la valeur ajoutée européenne de la politique de cohésion qui pourrait être fragilisée.

Prenons un autre exemple inquiétant : celui de la coopération territoriale européenne.



**Comité européen
des régions**

Si l'on reste objectif, on ne peut pas nier la valeur ajoutée européenne des coopérations transfrontalières en Europe et des stratégies macrorégionales.

Pourtant, alors même qu'elle avait promis que les programmes à forte valeur ajoutée européenne seraient sanctuarisés, la Commission a baissé le budget de la coopération territoriale de 12%.

Le Conseil européen et le Parlement européen doivent donc revenir sur ces coupes.

Le Comité européen des Régions, dans le cadre de la #CohesionAlliance, initiative lancée avec les 6 grandes associations européennes de régions et de villes, ne relâchera pas la pression à ce sujet.

A ce jour, plus de 110 régions européennes, plus de 88 villes et départements, 44 associations nationales de régions et de villes et plus de 5 000 individus nous soutiennent dans l'ensemble de vos pays puisque nous couvrons 97% de la population de l'Union.

Je pense prêcher pour un public généralement conquis dans cette audience mais si chacun mobilise et convainc, dans son pays, le ministre des finances de l'utilité de la politique de cohésion, alors nos belles paroles aujourd'hui se transformeront en actes forts au bénéfice de nos citoyens et de l'endroit où ils vivent.

Au Comité européen des Régions, nous occuperons le terrain, dans vos villes et dans vos régions, en lien avec les associations nationales de régions et de villes, pour que les revendications que nous portons au nom des territoires de l'Union ne se perdent pas dans les limbes de l'indifférence. L'avenir de l'Europe en dépend.

Merci de votre attention.

(864 mots)